

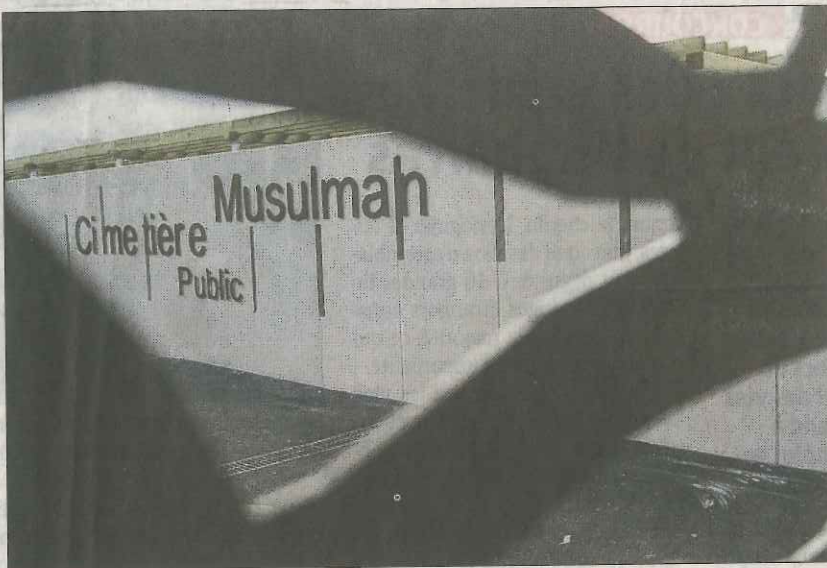
# Droit des cultes, du travail, des associations, de la chasse...

**Le droit local touche de nombreux domaines dans le quotidien des Alsaciens et Mosellans. Quelques exemples parmi beaucoup d'autres.**

■ **13 jours fériés, tous chômés.** Les Alsaciens disposent de deux jours de congé de plus : le Vendredi saint et le 26 décembre. Mais ce n'est pas tout : ici, les treize jours fériés (8 Mai, Ascension, 14 Juillet, Toussaint, etc.) sont chômés et payés. Alors qu'en Vieille France, si les salariés ne travaillent pas les onze jours fériés, la loi n'impose pas aux employeurs de les rémunérer, excepté le 1<sup>er</sup> mai ; cela peut néanmoins être prévu dans les conventions collectives, « généralement assez généreuses sur ce sujet », précise Éric Sander.

■ **Travail dominical.** Les choses ont beaucoup évolué sur le sujet. Par exemple dans le commerce, si l'interdiction de principe demeure, il y a désormais une multitude d'exceptions. Mais la règle du volontariat et de la majoration de salaire perdure.

■ **Maintien de salaire.** En cas de maladies, il n'y a pas de jour de carence pour les salariés exerçant en Alsace-Moselle. Durant les trois



**Ouvert en 2012, ce cimetière municipal musulman à Strasbourg est unique en France.**

Archives L'Alsace/  
Jean-Marc LOOS

premiers jours, avant l'indemnisation de la sécurité sociale, son salaire est maintenu par l'employeur.

■ **Sécurité sociale.** Le droit local prévoit qu'au remboursement du régime général s'ajoute un remboursement du régime complémentaire légal. Autre gros avantage : les Alsaciens et Mosellans ne paient pas le forfait hospitalier, à savoir 20 euros par jour en guise de participation aux frais d'hébergement et d'entretien. D'autres catégories de Français en sont exoné-

rées (victime d'acte terroriste, femme enceinte, etc.)

■ **Droit des cultes.** L'État nomme les curés, pasteurs, rabbins, évêques... et assure leur rémunération selon une grille calquée sur celle de la fonction publique. Ces salaires représentent plus de 50 millions d'euros par an pour quelque 1 200 personnes. La commune doit leur fournir un logement et si ce n'est pas possible, leur verser une indemnité de logement.

## Un droit plus souple pour les associations

■ **Cours de religion.** Dans les trois départements existe une heure de cours de religion obligatoire par semaine avec la possibilité d'une dispense à la demande des parents. Ce cours a été institué par la loi Falloux sur tout le territoire en 1850 ; il a été supprimé en 1905 dans le reste du pays.

■ **Cimetières confessionnaux.** Le droit local permet d'avoir des cimetières confessionnaux. Ainsi l'Alsace dispose de cimetières juifs et d'un cimetière musulman municipal à Strasbourg, unique en France (avec celui de Bobigny, plus ancien et propriété de l'Assistance

publique-hôpitaux de Paris). En vieille France, c'est interdit (il existe néanmoins des cimetières juifs historiques d'avant 1905), mais il est permis d'avoir, à l'intérieur d'un site, des carrés réservés à une religion. Une disposition une fois encore « hypocrite » pour Éric Sander.

■ **Dégâts de sangliers.** En Alsace il existe un fonds départemental des dégâts de sangliers. Il permet d'indemniser les exploitants agricoles dont les cultures ont été détruites. Il est alimenté par les cotisations des chasseurs. Et ce n'est pas rien : 2,8 millions d'euros ont été versés en 2020 pour un peu moins de 300 000 ares de terrains endommagés en Alsace.

■ **Associations mieux loties.** La vie des associations est beaucoup plus facile en Alsace-Moselle que dans le reste du pays. Elles disposent de plus de libertés que celles régies par la loi de 1901. Elles peuvent par exemple recevoir des dons et legs sans réserve, alors qu'ailleurs, il y a l'interdiction de recevoir des biens « non nécessaires ». « Dans le droit général, une association ne peut pas recevoir un don de trois immeubles si cela ne lui est pas nécessaire », détaille Éric Sander.



**Dégâts de sangliers dans la vallée de Kaysersberg. Un sujet de colère pour les agriculteurs qui peuvent quand même être indemnisés par un fonds spécifique à l'Alsace-Moselle.** Archives L'Alsace/Jean Daniel KIENTZ

JOURNAL L'ALSACE

31/10/21